

# zero licenciement

NON AUX LICENCIEMENTS

لا أحد طرد

les 35h não aos despedimentos

ce journal est un supplément  
commun à  
**combat communiste**

t.i.l

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS EN LUTTE

29 rue Descartes - 75005 - Paris

**POUR LE PARTI**

Journal de l'OCML Voie Proletarienne  
B.P. 5, 93401 Saint Ouen Cedex

nov. 84

Editorial

Prix 3 f

Chaque jour, au nom de la "modernisation" et des "restructurations", l'Etat et le patronat jettent des travailleurs sur le pavé. Rien que dans l'Automobile, on veut priver 50.000 ouvriers de leur emploi. Selon les chiffres de l'OCDE, on compterait officiellement 2,5 millions de chômeurs dans ce pays, sans compter tous ceux qui ne sont pas déclarés, qui n'ont pas encore travaillé, les marginaux de toutes sortes, de plus en plus nombreux.

On en arrive à un point où ceux qui nous gouvernent doivent reconnaître que la misère, eh oui, cela existe ! Pas seulement la misère de la vie quotidienne, du boulot-méto-dodo, des cités dortoirs, du travail épuisant et sans intérêt, qui n'a jamais cessé, même aux plus belles années de la "prospérité" capitaliste, mais la misère physique, celle qui oblige des ouvriers de 45 ou 50 ans, après toute une vie d'exploitation, à dormir dans la rue, comme des clochards, qui pousse des jeunes vers la soupe populaire, les force à survivre de toutes sortes de petits boulots au jour le jour, à se priver de tout, et même de manger. Et ça, dans une société marquée par le gaspillage et l'abondance, qu'on appelle, il n'y a pas si longtemps, "société de consommation"...

Alors bien sûr, les patrons, leurs hommes politiques, leurs larbins Journalistes, tous ces gens qui ne manquent de rien, nous expliquent que c'est inévitable, qu'il s'agit seulement d'un mauvais moment à passer pour que l'économie "modernisée", "restructurée", retrouve sa santé, et les chômeurs un emploi.

Le problème, c'est qu'ils nous racontent

ça depuis un certain temps déjà : qu'on se souvienne du "bout du tunnel est en vue" de Chirac, puis de Barre, entre 1974 et 1980... Et, en réalité, de plan anti-chômage en plan anti-chômage (nous en sommes au 6ème !), de gadget en gadget, ILS N'ONT RIEN A PROPOSER, si ce n'est d'accepter passivement notre sort pour les chômeurs, de s'inscrire dans des stages bidons rémunérés une misère pour les jeunes, et de se serrer toujours plus la ceinture pour ceux qui conservent un emploi.

C'est si vrai que Fabius lui même vient de déclarer que ce n'est pas le rôle de l'Etat que de résoudre le problème de l'emploi ! Ce qui revient à faire plus ouvertement, plus cyniquement, ce que faisaient déjà les autres gouvernements, c'est à dire aider les patrons à licencier, les subventionner grassement, diminuer toujours les quelques droits acquis par les chômeurs.

Jamais la contradiction n'a été plus criante, plus révoltante entre les moyens matériels fabuleux de cette société et les conditions de vie faites à ceux qu'elle rejette après exploitation ! Face à cette situation, les Communistes Révolutionnaires ne sont pas résignés, et ils appellent les autres ouvriers, tous les travailleurs, les jeunes, ceux dont le système fait des "marginaux", des "nouveaux pauvres", à refuser eux aussi la résignation !

Tous les moyens existent aujourd'hui pour que chacun puisse travailler, et même travailler moins longtemps, dans de toutes autres conditions, et disposer de ce dont il a besoin. Seules les structures de ce système, les intérêts de la

classe bourgeoise, qui en tire ses privilèges et sa puissance, s'opposent à ce que les richesses, les formidables progrès techniques soient synonymes de bien-être, de fraternité, d'égalité, et non de misère, de chômage, de lutte individualiste pour la survie quotidienne.

Pour cela, il n'existe qu'une solution. Aujourd'hui, lutter pied à pied contre les licenciements, pour nos salaires, nos droits, la réduction du temps de travail, le salaire aux chômeurs. Et dans ces luttes, la classe ouvrière, en renforçant son unité, sa capacité d'organisation, prépare l'instauration de son pouvoir, et la destruction de l'Etat et du système social dans lequel nous vivons.

Toutes les prétendues solutions avancées par ceux qui veulent rafistoler ce système condamné ne conduisent qu'à un peu plus de misère et d'exploitation.

C'est ce qu'entendent dire les organisations qui participent à la campagne pour "TRAVAILLER TOUS, MOINS, AUTREMENT", et éditent ce journal. Nous ne prétendons pas apporter de solutions-gadgets, mais proposer à nos camarades, à tous les travailleurs conscients de prendre leurs affaires en mains, de s'organiser. Cette solution peut paraître plus difficile que celle qui consiste seulement à "bien voter" ou à se contenter d'une journée d'action sans lendemain de temps à autre pour soutenir les "camarades-ministres", mais il n'en existe pas d'autre !

COMBAT COMMUNISTE

ORGANISATION des COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES INTERNATIONALISTES D'ALGERIE  
VOIE PROLETARIENNE

# CONTRE LES RESTRUCTURATIONS CAPITALISTES

Les restructurations, voici longtemps que les travailleurs, en France ou ailleurs, en subissent les conséquences. Souvenons-nous du plan acier de 79... et de son frère, celui de 84. La victoire de la gauche en 81 n'a rien changé. Ca restructure maintenant encore à tour de bras : sidérurgie, construction navale ou mécanique et même dans l'électronique. Les ouvriers qui avaient cru aux promesses des candidats se sentent aujourd'hui abusés, trahis, par les socialistes et les hommes du PCF. Mais cette trahison était inscrite dans leur volonté de "défendre l'économie française" ou de "produire français". Au gouvernement ou dans l'opposition, les dits partis de gauche ont toujours défendu l'impérialisme français. Or, l'on ne peut pas défendre la chèvre et le chou, le capital et l'exploité.

## C'EST LA CRISE...

Pour la majorité des hommes, la crise n'est pas la baisse du taux de profit, mais chômage, baisse du salaire et vie plus précaire, misère et famine. Pourtant, le dénuement de la majorité, et son aggravation tiennent à ce que les bourgeois ont trop accumulé de machines, trop développé leur capacité de produire pour que ce capital continue à produire à un taux de profit suffisant.

Le gâteau que doivent se partager les capitalistes diminue. La concurrence devient plus dure. Chacun cherche à placer ses capitaux là où il en tirera plus de profit et abandonne les productions qu'il juge peu rentables.

Alors, il leur faut détruire : détruire des machines et licencier les hommes. Alors, il faut exploiter plus ceux qui restent au travail, baisser les salaires réels, rogner sur les salaires indirects

que constituent les prestations sociales ou les allocations chômage.

## CRISE = RESTRUCTURATION

En France, des productions sont abandonnées ou réduites comme la production d'acier ou la construction navale et les capitaux orientés vers les branches où les profits sont encore élevés comme l'électronique ou l'armement. Mais il ne faut pas se laisser endormir par les discours sur ces secteurs d'avenir car eux aussi restructurent, se modernisent pour faire face à leurs concurrents étrangers (Thomson licencie). L'État, le gouvernement participent activement à la politique de restructuration. Non seulement c'est le gouvernement qui prépare et orchestre les principaux plans de restructuration, mais c'est encore lui qui, par le biais des impôts et des subventions, oriente le profit vers les branches stratégiques telles que l'électronique comme l'illustre la brutale augmentation des tarifs du téléphone.

Le gouvernement est aussi mouillé dans les plans sociaux mis en place pour faire avaler les licenciements. Et lorsque ces boniments ne sont pas suffisants, il sait très bien envoyer les CRS comme à Aulnay.

## LES RESTRUCTURATIONS : UNE MAUVAISE POLITIQUE ?

Les restructurations ne sont pas la conséquence d'une mauvaise politique. C'est la politique qui s'impose au capital. C'est celle qui s'impose à chaque patron s'il ne veut pas disparaître face à ses concurrents. C'est la politique qui s'impose à la bourgeoisie française face à ses concurrents impérialistes. Parce qu'elle défend la bourgeoisie, parce que son pouvoir c'est toujours

le pouvoir de celle-ci, la gauche met en oeuvre avec zèle les restructurations. Bien sûr, la gauche ne dit pas qu'elle défend le capitalisme. Elle ne parle pas aussi net. Elle affirme travailler pour le bien collectif. Elle promet que les sacrifices d'aujourd'hui garantissent un avenir meilleur. Un certain nombre de travailleurs sont sensibles à cet argument

toujours plus incertains. Mais contrairement à ce que dit le PCF, aucun capitaliste ne peut faire autrement. Il ne peut tenter de s'en sortir lui contre ses concurrents qu'en pressurant toujours plus ses ouvriers et en enfonceant le système dans la crise. Et l'aggravation de la crise accumule les risques de guerre.

Ce sont des sacrifices faits à fonds perdus et qui en appellent d'autres sans garantir demain. Abandonner un syndicalisme d'exploités pour "un rassemblement de producteurs assurant l'avenir de l'entreprise" comme le souhaite Edmond Maire est suicidaire pour la classe ouvrière.

## LA SEULE VOIE

La seule attitude réaliste pour la classe ouvrière est celle du refus et de la lutte.

Du refus de l'embrigadement derrière sa bourgeoisie ou son entreprise, de son patron pour sauver les profits des uns et des autres, embrigadement qui nous conduirait aussi à mourir pour eux sur les champs de bataille.

Refus du chauvinisme, du racisme, de la concurrence entre ouvriers pour construire la force unie contre nos ennemis communs.

L'attitude réaliste c'est de lutter contre les licenciements sous toutes leurs formes, contre les formations bidon, pour la réduction du temps de travail, contre la réduction de garanties des chômeurs et des actifs.

C'est encore dans cette lutte prendre conscience que ce que le capitaliste ne peut pas nous donner, les producteurs peuvent l'obtenir en prenant en mains la direction de la société, en mettant en oeuvre pour le bien commun de l'humanité et non plus pour le profit, les forces productives, les connaissances et les richesses accumulées.

Défendre nos intérêts pied à pied, accumuler force et conscience sont les conditions d'un avenir meilleur. Pour construire une nouvelle société, il ne nous faut pas sauver le capitalisme mais le détruire. ◊

Pour les intérêts de qui vivra Le Creusot ?



## L'UTOPIE REFORMISTE

qui paraît de bon sens. Si nous acceptons des sacrifices aujourd'hui, notre entreprise, la France seront plus compétitives, nos productions continueront à se vendre et nos emplois seront préservés.

De fait, une entreprise qui restructure voit souvent ses profits augmenter avec sa compétitivité... mais cela est provisoire car ses concurrents font de même. Les sacrifices d'aujourd'hui préparent ceux de demain comme l'ont montré les plans acier successifs et la situation actuelle de l'automobile.

De fait, les restructurations même si elles sauvent temporairement une entreprise aggravent sans cesse la crise et ses conséquences : licenciements, chômage, baisse du pouvoir d'achat. Elles rendent les débouchés

Aussi les appels à la raison lancés par le PCF en directions des patrons, ou le réalisme de la CFDT sont parfaitement utopiques. Ils manifestent sûrement l'attachement de ceux-ci au système actuel, mais ne sont nullement une issue pour les ouvriers. Les sacrifices acceptés pour sortir l'"Entreprise France" de la crise aggraveront celle-ci. Ils sont une pierre attachée aux pieds des travailleurs et ceux-ci couleront avec le capitalisme s'ils ne rompent pas cette attache. Les "Encas", les fonds salariaux, le réalisme syndical, renfloueront peut être provisoirement les entreprises, mais ils sont parfaitement "inutiles" du point de vue de l'avenir.

# AUTOMOBILE : LICENCIEMENTS A LA CHAÎNE

L'automobile, le plus beau fleuron de l'impérialisme français, elle aussi, restructure. Licenciements à Talbot, Citroën et maintenant Renault. Il y a 5 ans, elle était encore en pleine prospérité. Mais elle faisait face à la baisse des taux de profit en relevant ses prix et en orientant ses productions vers le haut de gamme. Cela ne pouvait durer qu'un temps. L'aggravation de la crise, la poussée du chômage et la baisse lente mais générale du pouvoir d'achat ont brusquement réduit le marché et détourné les acheteurs vers ses concurrents étrangers.

En 1980, Fiat, que beaucoup disaient mourant, s'est mis à restructurer. Pour cela il devait écraser sa classe ouvrière. Ainsi il licencia 50 000 travailleurs en quelques années. Opel en Allemagne fit de même à la fin des années 80. Aussi pour rester dans la course, Renault ou PSA



Pour la classe ouvrière, face aux attaques, aux licenciements, il n'y a qu'une voie, celle de la lutte. Les licenciements, Aulnay ont fait renouer l'état et le patronat ?

doivent s'attaquer à leurs ouvriers, restructurer, augmenter la productivité, comprimer les frais généraux en diminuant le nombre d'improductifs... donc licencier quand le recours aux FNE n'est plus suffisant.

En faisant cela, ces entreprises ne garantissent nullement les emplois futurs comme elles le disent avec le gouvernement. Quand elles auront restructuré, elles seront peut être compétitives par rapport à Fiat, G M

ou VW, mais alors ces demières restructureront à nouveau.

Et le cycle infernal de la concurrence des profits, des licenciements et de l'exploitation se poursuivra. Les restructurations n'améliorent que temporairement la situation d'une entreprise face à ses concurrents. Voilà une fuite en avant dont aucun capitaliste ne peut sortir sans perdre immédiatement toutes ses mises. Mais au bout de cette course, il y a toujours pour les ouvriers chômage, conditions de vie plus dures, et la guerre.

Les ouvriers de Citroën, Talbot, Renault, ont combattu ou combattent encore contre ces restructurations, contre les licenciements jugés nécessaires par les patrons et le gouvernement pour préserver les profits tirés de l'exploitation des ouvriers de l'automobile.

Nos ennemis, ce ne sont pas les concurrents de nos exploités et les ouvriers de GM, de Fiat ou de VW. Nos ennemis ce sont les capitalistes français ou autres. Nous ne nous battons pas pour rapatrier de la sous-traitance ou pour produire français comme le réclame le PCF qui demande par exemple de ne plus produire la Visa en Espagne tout en souhaitant que les travailleurs espagnols continuent à acheter des voitures françaises. Nous ne sommes pas pour habiller Pierre en déshabillant José si Pierre et José sont ouvriers. Nous disons il faut déshabiller Monsieur Edmond et Don Diegos, bourgeois de leur état, pour habiller José et Pierre.

Contre les restructurations de l'automobile :

- ▶ zéro licenciement
- ▶ 35 h et moins si nécessaire
- ▶ non aux formations bidon, antichambres du chômage.





# LES FAUSSES SOLUTIONS DES PATRONS ET DE LEURS LARBINS

Face à la crise, les patrons et les hommes politiques de la bourgeoisie prétendent apporter des "solutions", avancent des "propositions" :

● **Battre les concurrents** : c'est le thème favori du gouvernement et des partis politiques de droite et de gauche. Même le PC et les syndicats donnent des conseils aux patrons pour être "plus compétitifs" - c'est encore ce que vient de faire le PC à propos de l'automobile.

Selon cette idée, il faudrait prendre ou reprendre des marchés aux Allemands, Américains, Japonais, etc... pour pouvoir continuer à vendre "nos" produits et protéger les emplois.

1/ Cela suppose de produire pour moins cher, donc, dans la plupart des cas, d'accepter des salaires plus bas, des horaires plus "souples" (à la disposition des patrons), plus longs, des cadences plus dures.

2/ Cela suppose de produire plus ou autant avec moins d'ouvriers, donc cela ne protège pas l'emploi, ça l'attaque encore !

3/ Les autres Etats ne restent pas sans réagir : eux aussi contre-attaquent en faisant plus durement trimer leurs prolétaires, en restructurant, en licenciant pour mettre en place des robots, etc. Au bout d'un certain temps, les résultats de ces politiques s'annulent, puisque le marché ne s'étend pas (il aurait même tendance à diminuer pour certains produits que ne peuvent plus acheter les chômeurs). Donc il faut recommencer, et ainsi de suite...

● **accepter des réductions d'horaires et des baisses de salaires** : accepter cela pour que personne ne soit viré. Là, c'est la solution de certains patrons et de la CFTD, c'est le piège !

Dans certaines boîtes, les ouvriers ont cru accepter, par solidarité ou parce qu'ils ne voyaient pas d'autre solution. Mais c'est reculer pour mieux sauter : rapidement, le patron arrive à faire faire le même travail en moins de temps, et, comme il ne peut pas vendre plus, il finit tout de même par licencier. L'illusion d'une "solution" provisoire amène un recul qui affaiblit devant le patron et en prépare d'autres.

"protégées" au départ seraient vite touchées par cette aggravation catastrophique de la crise. Car aujourd'hui la production s'est internationalisée dans des productions beaucoup plus considérables qu'en 1929, donc les conséquences seraient cent fois plus terribles !

Aujourd'hui, il est d'ailleurs devenu quasiment impossible de dire ce que c'est qu'un produit "français", ça n'a plus de sens : Airbus



LE NATIONALISME DU PC NE RESOUT RIEN, MONTE LES OUVRIERS LES UNS CONTRE LES AUTRES, ET LA CRISE CONTINUE, COMME ON LE VOIT AUJOURD'HUI.

● **Produire français** : la "solution" du PC, de la CGT, reprise aussi par d'autres syndicats localement. Les ouvriers de telle ou telle boîte peuvent avoir l'illusion qu'en empêchant de rentrer un produit "étranger" dans leur boîte pourra continuer à placer les siens, qui n'auront plus de concurrence.

Mais toute mesure protectionniste de ce genre amène automatiquement une riposte des autres Etats, qui vont interdire à leur tour des produits français. Résultat : si ces pratiques se multipliaient, le commerce international s'effondrerait. C'est ce qui s'est passé au moment de la crise de 1929. Même les travailleurs des branches

ou Ariane, par exemple, sont des produits internationaux, où interviennent des fabrications anglaises, allemandes, américaines, etc...

● **Construire l'Europe** : une des "solutions" biden proposées par le journal "Libération" et Y. Montand lors de leur fameuse émission télé sur la crise.

Encore du bourrage de crâne :

1/ Les capitalistes et les Etats européens sont bien incapables de se mettre d'accord. On le voit bien à propos des négociations de Bruxelles. Chaque Etat défend les intérêts de ses capitalistes, et ces capitalistes sont concurrents entre eux. Les discours ne peuvent rien changer à cette réalité.

2/ Même s'ils se mettent d'accord, ça ne ferait que reporter la concurrence et la guerre économique à un autre niveau, avec les mêmes effets.

## LA GUERRE ECONOMIQUE MENE A LA GUERRE TOUT COURT

On commence par vouloir s'emparer des marchés en étant plus compétitifs, puis on s'en empare à la pointe des baïonnettes, ou avec des bombes atomiques. Voilà la logique de la guerre économique dans laquelle on voudrait nous entraîner. C'est aussi ce qui s'est passé après la crise de 29, qui a mené à la guerre de 1939-45. Belle solution pour les capitalistes, ça leur permet de détruire des marchandises, des usines, des machines, des capitaux en "surplus". Mais pour la population : boucheries et souffrances épouvantables.

## PAS D'INTERETS COMMUNS AVEC LES PATRONS ET L'ETAT

Toutes ces prétendues "solutions" visent à nous faire croire que tous les "Français", patrons, cadres, ouvriers, exploités et exploités, devraient serrer les rangs, face aux concurrents, aux ennemis, pour mieux nous plier à la volonté du patronat, nous faire accepter des sacrifices, nous envoyer sur les champs de bataille demain.

Nous n'avons aucun intérêt commun avec ceux qui s'enrichissent sur notre dos, nous devons défendre nos intérêts de classe, sans nous préoccuper de leur guerre économique. C'est leur guerre, pas la nôtre ! Nos alliés, ceux qui ont les mêmes intérêts que nous à renverser ce système sont les ouvriers des autres pays, pas nos patrons.\*

## l'impasse du temps partiel

Les premières couches de la classe ouvrière touchées pendant une période de crise sont les immigrés et les femmes.

Déjà l'année passée, quelques voix timides s'élevaient pour prôner le retour des femmes au foyer... en Allemagne à l'époque d'Hitler, la femme était présentée comme une concurrente de l'homme !

Aujourd'hui une voie s'ouvre pour les patrons : "le temps partiel" - le temps partiel scolaire - imposé aux femmes travailleuses.

A l'usine LIFF (Hutchinson), les femmes mariées ont été contraintes au temps partiel, avec réduction de salaire.

A Micmo Citane (filiale Renault), le plan social qui prévoit 150 suppressions d'emplois laisse le choix entre le "départ volontaire" avec une prime et la grande nouveauté : "le temps partiel scolaire", mesure qui vise le personnel féminin et qui se traduit par une perte de salaire allant de 20 à 60 %.

Le temps partiel dans ces conditions n'a d'autre fonction que de faire accepter aux travailleuses en les divisant : hommes, femmes, femmes mariées, des licenciements déguisés, des réductions de salaires... de faire des sacrifices pour le bien-être du capitalisme.

## PRE-RETRAITES, FNE...

## travailleurs au rancart

C'est la solution préférée du gouvernement après l'explosion de Talbot. Evidemment, tous les anciens n'ont qu'une envie : fuir au plus vite cette vie d'exploités, souffler enfin, profiter un peu de la vie. Mais la perte de salaire est importante, et en profiter, c'est de plus en plus difficile, parce que maintenant, tout se paye !

En pré-retraite, on est rejeté, mis à l'écart de la société : interdiction d'avoir un travail salarié (on est chômeur officiellement), interdiction d'avoir une activité bénévole (il ne faut pas prendre le travail à un chômeur !), et pas d'argent pour les loisirs. Bien avant la date de leur décès, les retraités sont déjà morts socialement. Et chacun sait que le fait de se sentir inutile contribue à avancer l'âge de la mort physique.

## DIMINUTION DES IMPOTS, AUGMENTATION DES TAXES L'ETAT PRELEVE TOUJOURS POUR LE CAPITAL

Grand tapage depuis la rentrée sur la diminution des impôts directs. Qui s'en plaindrait. Mais les seuls bénéficiaires de ces allègements seront les hauts revenus, car pour les autres ces allègements seront largement effacés par les augmentations des taxes sur les communications et l'essence. Ainsi ceux qui vivent des profits en vivront un peu mieux et les exploités le seront un peu plus.

A cette occasion, l'Etat montre une fois de plus le rôle qu'il joue dans la collecte et la répartition des profits dans l'intérêt de toute la classe capitaliste. En effet par le relèvement des taxes téléphoniques et du prix du timbre, il prélèvera 14,6 milliards sur les PTT sur la consommation des masses.

Ces milliards permettront à l'Etat de continuer à soutenir la modernisation et les restructurations des entreprises qui sont vitales pour la bourgeoisie française face à ses concurrents. L'électronique en particulier ou l'automobile. En 1985, l'Etat versera 15,7 milliards en dotation en capital aux entreprises nationalisées qui toutes supprimeront des emplois. Les PTT passeront 8 milliards d'autorisations de programmes aux industries électroniques au lieu de 3,2 en 84. Ces investissements lui permettront d'accroître la mécanisation des tris et des services et de supprimer des emplois. Ces commandes n'en créeront pas plus dans la filière électronique qui continuera à restructurer pour être plus compétitive.

\*



# 61

Le total des embauches résultant des contrats de solidarité dans le premier trimestre 1984

Durant ce même trimestre, les chômeurs sont 129 000 de plus. Rien qu'en février l'Etat a autorisé 38 500 licenciements pour raison économique.

## USA

UNE MODERNISATION REUSSIE

## Le prix de la reprise

Oui ! Et même que la relance aux USA, ça marche fort : vous savez la reprise depuis deux ans, on en parle tellement qu'on ne peut pas y échapper. Ça va bien pour les profits, merci. Tenez, la Revue américaine "Forbes" faisait connaître quelques chiffres : 1) y en a qui pèsent de plus en plus lourd. Peter Getty et Sam Walton sont en tête. Ils font à eux deux 61 milliards de nouveaux francs, c'est dur à porter ça pour eux. Vous vous rendez compte les soucis qu'ils ont ! C'est dur à supporter pour nous. Qu'en pensent les "pauvres" aux USA ?

Il paraît, c'est un rapport officiel qui le dit, que la pauvreté a augmenté depuis 82 (depuis que ça va mieux). Dans 83 villes étudiées "la reprise n'a pas bénéficié aux classes les plus pauvres, donc les conditions de vie se sont dégradées et qui sont victimes d'un chômage chronique. Les pauvres ont en outre des problèmes insupportables pour se loger et se chauffer. Un tiers des demandes en aide sociale ne peuvent être satisfaites". C'est Le Monde du 27 Septembre qui nous l'apprend. Ça fait froid dans le dos lorsque l'on sait que les Etats-Unis sont le modèle et le phare de l'Occident. Ça promet la "Modernisation".



# Vivre autrement...

Comment sortir de la crise ?... Telle est la question que tout le monde se pose. Pour les bourgeois, cela veut dire : "Comment faire pour continuer à produire et à accumuler du profit en masse croissante."

Avec la crise, jamais la contradiction n'a été aussi flagrante entre les moyens matériels, les capacités de la société, et la condition de la majorité des hommes.

Aussi, lorsque nous disons : Non aux licenciements, 35 h ou moins, ou encore : "Travailler tous, moins!", nous ne sommes pas dans l'utopie, mais nous affirmons que les moyens accumulés par les hommes leur permettraient de vivre tout autrement qu'aujourd'hui. Car le dénuement, la précarité, le chômage, ou les journées exténuantes, ne sont une fatalité pour les travailleurs que parce que la production est une production pour le profit, une PRODUCTION CAPITALISTE.

Regardons autour de nous ! Regardons comment nous produisons et pourquoi, comment et dans quel but nous dépensons notre force de travail ?

## Travailler moins...

la productivité de notre travail augmente sans cesse. Depuis 1950, elle a été multipliée par 4, alors que notre temps de travail n'a baissé que de quelques heures. Cette productivité a en partie permis d'élargir la consommation, mais elle a surtout augmenté considérablement la masse des profits. Et ce profit, qu'est-il devenu ?

Il a été réinvesti dans des machines toujours plus perfectionnées, élevant encore la productivité du travail, jusqu'à ce qu'il y ait trop de machines, trop d'ouvriers, pour que le taux de profit de tous les capitalistes soient suffisants. On pourrait encore développer la production et baisser le temps de travail, mais le maintien des profits exige le contraire.

## Tous...

Les capitalistes ont développé un immense système bancaire. Ils empruntent pour investir, prêtent pour tirer sans risque une part des profits. Ainsi près de 500 000 personnes - dont une majorité d'employés exploités - travaillent dans les banques, dans les assurances, pour accomplir des tâches qui ne sont utiles qu'au capital.

Et la santé ! Nous sommes malades de notre vie de chiens, de notre vie d'exploités. On ne soigne pas... On répare ! On nous fait tenir à coups de tranquillisants. Les dépenses de santé augmentent, mais, à cause des conditions de vie et de travail, la santé ne s'améliore pas...

Et, comme la santé est un service marchand, nécessitant l'achat et le remboursement des médicaments et des soins, il faut maintenir un système bureaucratique employant plus de 200 000 travailleurs dans la Sécurité Sociale.



Ramasse la pelle.

Enfin, il y a le formidable parasitisme de l'appareil d'Etat. La masse des fonctionnaires civils, policiers et militaires, bien souvent très largement payés, mais qui ne crachent pas sur les pots de vin. Emplois qui ne se justifient que parce que la bourgeoisie a besoin d'un appareil d'Etat bureaucratique et répressif, au dessus de la société pour maintenir sa dictature sur la masse des exploités.

En supprimant les tâches socialement inutiles, purement capitalistes, la société pourrait répartir le travail sur un plus grand nombre de travailleurs, et diminuer le travail de tous.

## Autrement !

Mais cela exige la lutte contre cette division du travail, c'est à dire la lutte contre le capitalisme.

Tout ce que nous produisons aujourd'hui répond à des besoins façonnés par les rapports sociaux capitalistes, nos besoins d'exploités, comme les besoins de ceux qui nous exploitent.

Nous produisons ce qui nous répare, ce qui nous permet de supporter notre vie d'exploités. Nous produisons aussi pour les besoins de ceux qui nous exploitent. Nous produisons des biens de luxe (voitures de prestige, avions pour milliardaires etc) qui ne connaissent, eux, pas de problèmes d'écoulement, et sur lesquels les marges de profit sont élevées.

Ainsi notre temps est dépensé en pure perte... pour nous... mais pas pour le capitaliste qui en tire profit.

Et le gâchis le plus immense, c'est le gâchis de notre vie d'exploités, le chômage imposé à des millions d'hommes et de femmes. C'est l'usure physique et morale, conséquence d'un travail pénible, abrutissant, sans initiative, pour le seul profit de l'accumulation capitaliste. C'est l'étouffement de l'immense potentiel créateur des hommes par le travail aliéné.

OUI, les richesses existent, matérielles et humaines, pour permettre à tous de travailler moins et mieux sans sacrifier et même en améliorant nos conditions d'existence. Travailler tous, moins, autrement, c'est matériellement possible. Seulement pour répartir le travail nécessaire, débarrassé du gâchis capitaliste, entre tous, pour liquider les fonctions parasitaires, pour redéfinir nos besoins, il faut abattre ce qui s'y oppose : LE CAPITALISME ! Il faut établir d'autres rapports entre les hommes ! [ ]

# Produire pour qui ?

## Des médicaments pour la santé du capital



# ?

Rhône-Poulenc santé produit des antibiotiques et des produits organiques pour la pharmacie. Mais ici comme ailleurs, c'est le profit qui dicte les choix.

### LES ANTIBIOTIQUES

Les trusts pharmaceutiques poussent leur usage. Ils sont prescrits à tort et à travers par les médecins. Ces abus conduisent à sélectionner des microbes résistants aux médicaments. Ainsi, en quittant le Vietnam les Américains laissèrent derrière eux une Blennorragie incurable.

La société s'engage ainsi dans une course qu'elle n'est pas sûre de gagner : produire toujours de nouveaux antibiotiques auxquels les microbes finissent par s'adapter. Notre dépendance envers les trusts pharmaceutiques s'accroît... et aussi les débouchés de ceux-ci !

### LES MOLECULES ORGANIQUES

Il y en a des milliers, mais celles qui sont produites ne sont pas forcément celles qui guérissent le mieux. Deux exemples, l'acébutolol et l'oltipraz.

★ L'ACEBUTOLOL est le 2ème produit de Rhône Poulenc en chiffre d'affaire. Et pour cause : il abaisse la tension mais ne guérit rien. Sa prise entraîne un état de dépendance, car l'arrêt du traitement n'est pratiquement

plus possible.

De nombreux médicaments traitent aussi les maladies dites "de société" (goutte, ulcères, maladies nerveuses). Ils ne les guérissent pas, mais permettent de mieux les supporter. Une belle source de profit pour le capital !

★ L'OLTIPRAZ n'a pas cette chance. Découvert par Rhône Poulenc, il guérit la Bihharose, une maladie qui frappe des millions de personnes dans les pays pauvres. Seulement ce médicament a deux inconvénients pour Rhône Poulenc : il guérit en une prise et il soigne des populations dont le pouvoir d'achat est pratiquement nul. Sa mise au point industrielle est donc bloquée.

### QUE PRODUIRE ?

Impossible de répondre à cette question sans mettre en cause le reste de la société. Consommer moins d'antibiotiques suppose le développement de la prévention, en particulier en développant l'éducation médicale de tous. Plus de temps pour l'éducation, et moins de temps de travail pour la production de médicaments...

Moins d'ulcères, d'hypertensions, de maladies nerveuses etc suppose de lutter contre les horaires postés, les cadences, de maltriser son travail et son corps. Bref, cela suppose d'autres rapports sociaux. [ ]

# L'Automobile : pour qui roule-t-elle ?

L'industrie automobile est une de celles qui subissent durement la crise. C'est un beau symbole du GASPILLAGE CAPITALISTE !

En France, cette production emploie directement 240 000 salariés, dont environ 150 000 ouvriers, et les industries sous-traitées environ autant. La production est passée de 360 000 véhicules en 1960 à deux millions par an aujourd'hui, et elle stagne, ce dont se plaignent patrons et dirigeants syndicaux, comme s'il fallait couvrir la terre de bagnoles !

Pour quels résultats ?

★ Les ouvriers triment sur les chaînes, dans des conditions épouvantables, souvent malsaines, dangereuses. Un travail d'exécution répétitif, monotone, fastidieux.

★ Rien que dans La Région Parisienne, 350 000 personnes

souffrent du bruit provoqué par les voies rapides, sans compter la pollution, les maladies - l'oxyde de plomb dégagé par les tuyaux d'échappement contribue au développement du cancer.

★ Les accidents de la route font 10 000 à 12 000 morts par an, et plus de 200 000 blessés, dont la moitié de graves et d'estropiés !

Non seulement cette augmentation de la production aboutit à la dégradation des conditions de vie, mais elle ne résoud pas du tout le problème de l'emploi, puisqu'aujourd'hui 6 ouvriers produisent 100 voitures par an, alors qu'il en fallait 12 en 1960, 18 en 1950, et 35 en 1930...

Bien sûr, la société actuelle fonctionne de telle façon que, pour de nombreux travailleurs, il est indispensable de posséder une voiture, que ce soit pour se

rendre au travail de banlieue à banlieue, pour partir en vacances, ou pour respirer un peu d'air le week-end - et au prix de quelle fatigue dans les embouteillages !

Mais ne peut-on pas imaginer un système où, d'une part les transports en commun seraient considérablement développés, et où des voitures pourraient être mises à la disposition de tous, pour certains déplacements, pendant les vacances, à bas prix, alors que beaucoup sont immobilisées aujourd'hui la plupart du temps ? Même la mentalité individualiste, qui pousse chacun à vouloir SA voiture, à la briquer et qui pourrait changer, si un service social prenait en charge l'entretien des véhicules, sans qu'il soit nécessaire de changer sans arrêt les modèles, les détails, les gadgets, uniquement pour en vendre plus.

# Le choix de Fiterman

Fiterman, quand il était Ministre des Transports, s'est engagé à participer pour 30 % au financement de la fabrication du Mystère FALCON 900, le nouveau jouet pour milliardaires. Un petit avion d'affaires, super-rapide et pouvant transporter de 10 à 15 passagers.

Ce jouet ne coûtera que la bagatelle de... 13,5 millions de dollars, l'équivalent du prix d'un Boeing 737, qui, lui, transporte 120 passagers !

Ainsi, des millions d'hommes, en France comme dans le reste du monde, à Billancourt, comme à Detroit, Cordoba, Johannesburg ou Togliattigrad, n'auraient plus à trimmer dans des conditions infernales pour fabriquer des véhicules qui tuent, polluent, et terminent à la ferraille cinq ou dix ans plus tard pour le seul profit des capitalistes. [ ]

Le groupe (nationalisé) Marcel Dassault-Breguet Aviation a présenté ce bijou à un partenaire de 250 clients éventuels. Car, pour que le programme soit rentable, il faudrait vendre 200 appareils.

Et voilà ! Il est juste et nécessaire de consacrer près d'un Milliard de Francs à produire 200 gadgets pour PDG surenés. Pourquoi ? Parce que ça risque d'être rentable, de faire tourner les usines, de produire du profit.

Y'a pas de doute, c'est le progrès !

Mais le progrès pour qui ? L'intérêt de qui ?

Ces heures passées à produire des avions pour milliardaires ne sont-elles pas socialement inutiles ? Tout dépend du critère d'utilité ! Mais pour les bourgeois, il est plus utile de produire des avions-salons supersoniques que de réduire le temps de travail des ouvriers pour qu'ils puissent se former, réfléchir, voyager eux aussi !

# IMMIGRATION : LA GAUCHE TIEN LES PROMESSES DE LA DROITE

Le gouvernement vient de prendre de nouvelles mesures contre les travailleurs immigrés. Il s'agit, selon les déclarations, de montrer "une très, très grande fermeté" vis à vis des travailleurs clandestins et de "mettre un frein à l'immigration sauvage".

Depuis un an déjà pourtant, les frontières sont fermées aux travailleurs étrangers, et, chaque jour, on peut compter de nouvelles expulsions. Mais cela ne suffisait pas au gouvernement soucieux de satisfaire l'opinion des racistes sensibles aux discours de Le Pen et Cie.

Ces mesures vont aggraver la répression contre les "illégaux" : renforcement des contrôles aux frontières, multiplication des rafles, contrôles d'identité, chasse au faciès dans les lieux publics. Les peines aux contrevenants seront augmentées, et une expulsion sera suivie d'un départ immédiat, même si l'intéressé fait appel. L'informaticien va être utilisé pour ficher les touristes maghrébins. Des agences spécialisées doivent être créées pour veiller, en collaboration avec les ANPE, que les travaux saisonniers soient confiés en priorité à des chômeurs de nationalité française.

## L'INTERDICTION DU REGROUPEMENT FAMILIAL

Ce que le gouvernement et le PS présentent, il n'y a pas si longtemps encore, comme un droit fondamental de l'homme - celui de faire venir sa famille - est complètement supprimé. On va légaliser ce qui était déjà, en fait, une pratique courante dans la plupart des municipalités, au nom de la théorie raciste du "seuil de tolérance".

En effet, les quelques mesures ministérielles en faveur des "bons" immigrés en situation régulière se heurtent généralement à la mauvaise volonté des municipalités, et restent des paroles en l'air. Le ministre Henu lui-même n'avait pas attendu les dernières mesures

pour montrer l'exemple et se faire le champion du blocage de l'immigration familiale, pourtant légale alors.

Henu avait ainsi refusé ce regroupement à 16 familles, dont les conditions de régularisation étaient remplies (salaires suffisants pour le chef de famille, logements correspondants aux normes d'hygiène et de sécurité etc.) dans la ville de Villeurbanne dont il est maire.

Maintenant, comme ministre des armées, il enverra les appels prêter main-forte à la police de l'air et des frontières....



L'HYPOCRISIE DU GOUVERNEMENT

Georgina Dufoux dit qu'elle "ne peut accepter que des familles vivent d'une façon indigne sur le sol français" - mais, pour un travailleur, vivre sans le droit de faire venir sa famille, n'est-ce pas "indigne" ?

Quelles mesures le gouvernement prend-il en faveur du logement, de l'amélioration des conditions sanitaires de ceux qui produisent une grande partie des richesses de ce pays, dans les pires conditions de travail et de salaires ?

Bien sûr, il est question, une fois de plus, de compenser la chasse aux clandestins par une "meilleure intégration des réguliers". Les discours n'est pas nouveau - il faut bien se donner bonne conscience !

Mais, en pratique, les seules formations envisagées ont pour but de faciliter la "réinsertion" dans les pays d'origine, c'est à dire de préparer

l'expulsion vers des Etats où règnent déjà la misère et le chômage. Bref une autre forme de "l'aide au retour". Le gouvernement accredité ainsi l'idée que les destin normal des immigrés, même en règle, c'est la porte !

## REVALISER DE DEMAGOGIE AVEC LA DROITE ET LE PEN

On voit ainsi le vrai visage des gens qui nous gouvernent, qui condamnent l'apartheid en Afrique du Sud pour le pratiquer ici de façon déguisée. Leur but est d'essayer de concurrencer les partis de droite et d'extrême

Hier le million de Stoléru, aujourd'hui l'aide au retour de la gauche



## AIDE AU RETOUR : DES EXPULSIONS DEGUISÉES

La nature de cette aide dépendrait des charges familiales et de la "nature du projet de réinsertion" des travailleurs qui voudraient quitter la France. Elle serait située entre 60.000 Francs et 100.000 Francs et payée par l'Etat, les Assedic et l'entreprise.

Ces sommes proposées apparaissent plus conséquentes que le million de Giscard-Stoléru. (Qui n'avait eu aucun succès à l'époque.) Sur le fond, il s'agit pourtant de la même politique : Stoléru ne s'y est pas trompé et il a félicité le gouvernement de gauche de se rendre enfin compte qu'il avait raison...

Sous Giscard, les partis de gauche et les syndicats expliquaient pourtant que le départ des immigrés ne résoudrait pas le problème du chômage. Ils prétendaient avoir "leurs solutions" à la crise.

Maintenant, on prétend officiellement, à droite comme à gauche, en proposant de l'argent aux immigrés, que ces travailleurs ne seraient que "de passage", qu'ils ne feraient pas partie intégrale de la classe ouvrière de ce pays. Après 20 ans ou 30 ans de travail à s'user en France, on leur refuse le droit de s'y insérer !

Le développement du racisme, que non seulement le gouvernement ne combat pas, mais qu'il favorise avec ce type de mesure, amène des travailleurs immigrés à se poser la question de rentrer dans leur pays. Le chômage les frappe, et ils peuvent être conduits à penser qu'ils s'en tireraient mieux en rentrant. Malgré la crise terrible qui frappe ces pays, on l'avu avec les émigrés en Tunisie et au Maroc.

Les échecs des dernières luttes contre les licenciements, le manque de perspectives produisant un repli sur soi individualiste. Cela amène des travailleurs français à espérer sauver

leur emploi au détriment des immigrés, mais aussi des immigrés à envisager cette "solution".

D'autant plus que les immigrés se sentent lâchés par les syndicats, attaqués de toute part, y compris par le gouvernement de gauche, abandonnés par leurs camarades de travail. Il est donc compréhensible qu'ils réclament de ne pas partir les mains vides.

Nous leur reconnaissons bien entendu le droit de réclamer un pécule qui ne représente qu'une infime partie de ce qu'ils auraient eu droit en allocations chômage, retraites, allocations familiales, remboursements maladies etc, et surtout des profits que les patrons ont réalisés sur leur sueur, parfois sur leur sang !

Mais nous devons dénoncer de façon intransigeante le caractère de la mesure du gouvernement : si elle était acceptée par l'ensemble des immigrés concernés, si la lutte se déroulait sur le seul terrain du montant du pécule de départ, cela représenterait déjà une défaite pour la classe ouvrière ! Cela consacrerait sa division, son acceptation des licenciements.

Evidemment, le départ des immigrés ne résoudrait pas le problème du chômage, il ne ferait qu'affaiblir l'ensemble de la classe ouvrière. Quant aux intéressés, que feraient-ils avec quelques millions anciens dans des pays durement touchés par la crise ?

NON ! LE CHÔMAGE N'EST PAS "UN PROBLÈME D'IMMIGRÉS" ! On le voit bien dans la Sidérurgie où la plupart des immigrés ont déjà été licenciés. La seule solution, c'est l'union de tous les travailleurs pour combattre les attaques de l'Etat et du patronat, et mettre en échec ce plan d'EXPULSION EN DOUCEUR DES IMMIGRÉS !

Droite ou Gauche, toujours les contrôles policiers!

-droite sur leur propre terrain, et ils ne font ainsi que renforcer leur arrogance.

Le Pen ne s'est pas privé de se féliciter de ces mesures - qu'il juge bien sûr encore insuffisantes - en affirmant qu'elles montrent qu'il a raison, que le problème des immigrés existe, que la gauche doit le reconnaître.

Or le problème, ce n'est pas celui des immigrés, mais celui du capitalisme en crise. Les travailleurs français qui tombent dans le panneau ne font qu'affaiblir leur propre position face au patronat : il suffit de constater que, depuis des années, les attaques anti-immigrés vont de pair avec une attaque générale contre la classe ouvrière.

Face à ces attaques, serrons nous les coudes !

→ NON AU CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION !  
→ FRANÇAIS-IMMIGRÉS MEMES PATRONS, MEME COMBAT !

vendre  
CHIERS sa peau !

Chaque se souvient du Château d'Uzinor brûlé par les ouvriers de la Chières, dans les Ardennes. Durant deux ans, ils se sont battus (après des anti-mutuelles de Chooz) contre la fermeture de l'usine qui les employait, affrontant les filles du gouvernement PC-PS. Opposant à la violence de la gauche, la violence ouvrière. Aujourd'hui, l'usine ferme, mais les acquis obtenus par la force, par la lutte, sont là :

- 400 personnes ont la garantie de salaire jusqu'en 89, conservent leur statut d'Uzinor, avec promesse de réembauche dans la région.
- Stages de formation sur place
- 150 pré-retraites
- Aide au retour pour 60 immigrés
- 140 personnes reprises de suite par Uzinor.

Cette lutte exemplaire montre que les ouvriers peuvent faire reculer la bourgeoisie et les bureaucrates responsables qui dirigent les syndicats. Nous n'avons à attendre que de notre propre organisation et faire payer cher au capitalisme ses restructurations.

# COMBATTONS POUR

- ▶ Zéro licenciement
- ▶ 35 h, ou moins si nécessaire
- ▶ Un salaire minimum pour les chômeurs

مطالبنا :

لا أحد طرف  
نفس حقيقي في أوقات الشغل بدون تخفيف الأجور  
أجر متميز كافي لكل : بقالين و متشغلين

Journal édité par Combat Communiste, 29 rue Desoartes 75 005 PARIS

Supplément à PLP N°72

L'OCRIA,

Vote Proletarienne

BP: N°5 93 401

St OUBIN Cdx

Camarade, ami, travailleur,

Si le contenu de notre journal te plaît, participe à notre campagne, diffuse-le, renseigne-toi auprès de nos camarades sur nos autres activités !